

## Une jeunesse française

**Entretien avec Fabien Truong**, professeur agrégé au département de sociologie de l'université Paris-8.

Ancien professeur de SES en lycée en Seine-Saint-Denis devenu sociologue, Fabien Truong a pendant dix ans – des émeutes de 2005 aux attentats de janvier 2015 – suivi et accompagné une vingtaine d'ancien-ne-s élèves, du bac jusqu'à la fin de leurs études. À quelles conditions est-il réellement possible de sortir de sa condition par l'école? Quelle est la place effective d'une jeunesse qui s'inscrit dans notre roman national sans faire partie de l'histoire officielle?

### Comment avez-vous choisi les élèves que vous avez décidé de suivre ?

J'ai fait le choix du « représentatif qualitatif », c'est-à-dire de suivre de près un nombre relativement restreint d'étudiants qui se répartissaient dans les 3 groupes principaux d'études post-bac : la « voie normale » de l'université, la « voie médiane » des études plus courtes, type BTS ou DUT, et la « voie royale » des CPGE et autres écoles élitistes.

Dans le second cas, les élèves visent « petit », par mesure de prudence. L'IUT est à la fois un sanctuaire qui met la banlieue à distance (on s'y retrouve en tant qu'étudiants) et son prolongement direct (on s'y regroupe en tant que banlieusards). Aller à la fac, ils le savent bien, c'est se projeter sur au moins 5 années d'études, à long terme, ce qui est impossible pour beaucoup d'entre eux. Les 3 premières années sont des années couperet, ce que résume à la hache l'expression « Licence to kill ». Quand ils accèdent

au master, les choses sont généralement mieux vécues, et ils vivent alors souvent une scolarité heureuse. Et choisir la prépa ou les grandes écoles, c'est accepter de se confronter avec l'élite.

Ces choix dépendent de beaucoup d'éléments : le dossier scolaire, les expériences de la fratrie, les relations avec les enseignants, la gestion de la proximité... Les filles choisissent souvent d'aller étudier à Paris et à l'université, car elles savent qu'elles ont davantage à y gagner, en termes d'émancipation et de reconnaissance. Les garçons qui visent l'élitisme optent le plus souvent pour les classes préparatoires de proximité, où certains des codes associés à la banlieue leur semblent encore en vigueur. Il ne faut surtout pas négliger le fait que tout ceci bouge avec le temps, et que ces jeunes effectuent constamment un travail d'adaptation et d'ajustement. Quand réussir c'est partir et partir c'est choisir, le lieu du choix affecte nécessairement le choix du lieu.

**Comment les élèves des lycées de banlieues populaires appréhendent-ils les procédures d'orientation post-bac ?**

L'idée qu'il faut faire des études supérieures est une norme qui s'est imposée à tout le spectre social, et les élèves des lycées de banlieues populaires ne font pas exception. Ils sont engagés dans une course aux diplômes, et particulièrement convaincus qu'il n'y a pas de salut hors de l'école. Cette conception n'est pas spécifique, ils partagent le rejet des métiers manuels et l'incertitude quant à leur avenir de tous les jeunes de leur génération. On peut d'ailleurs expliquer pour une part le choix de s'orienter en CPGE (classe préparatoire aux grandes écoles) chez les élèves issus de milieu favorisé comme un choix de protection face à l'indécision : on garde la plupart des matières, et on repousse le plus tard possible le choix véritable.

Mais si les jeunes de banlieue ont les mêmes interrogations, ils n'ont pas les mêmes ressources. Pour autant, il ne faut pas penser qu'ils effectueraient leurs choix par autocensure ou par simple élimination. Ils pratiquent une orientation véritablement active, construite autour d'alternatives structurantes :

Fac ou pas fac ? La plupart d'entre eux refusent a priori l'université, sauf pour certaines matières comme le droit ou la médecine. Ils craignent un univers anémique, et sont échaudés par les mauvaises expériences relatées par les « grands frères ». Le discours est globalement négatif, même s'ils savent qu'il faut distinguer le niveau licence des masters, qualifiants et valorisés sur le marché du travail. S'il y a donc souvent une entrée à l'université par défaut, le choix précis des filières révèle des attentes et des attendus qu'il faut comprendre, j'y reviendrai.

Paris ou banlieue ? La grande majorité des élèves souhaite aller étudier à Paris, avec l'idée très prégnante que pour sortir de sa condition, il faut commencer par sortir de son quartier.

Ils se posent aussi la question de l'encadrement, et optent massivement pour des formations qu'ils imaginent bénéficier d'un haut niveau d'encadrement.

Les trois critères se bousculent dans la tête des élèves, avec d'autres, notamment l'image fantasmée de telle ou telle filière : avocat, médecin...

Ils oscillent également entre deux logiques, celle de la continuité et celle de la rupture : faut-il continuer à étudier une discipline qu'on connaît, qu'on aime et qu'on pense maîtriser en partie, ou choisir de rompre avec l'expérience lycéenne et se jeter dans le grand bain de la complète nouveauté ? En mettant l'accent sur des disciplines qu'ils n'ont pas étudiées au lycée, ils adoptent une stratégie d'échappée onirique : ils rêvent d'un domaine neuf, où ils pourraient repartir à zéro, ne pas reproduire les erreurs du passé, ne pas être handicapés par des retards accumulés.

L'ignorance de ces questionnements conduit souvent à des incompréhensions avec les enseignants, qui ne comprennent pas le caractère apparemment irrationnel de certains choix.

**Comment analysez-vous les différents dispositifs de « discrimination positive » ?**

Ce sont des micro-dispositifs, qui concernent très peu d'étudiants, et qui sont très différents les uns des autres, à la fois dans la forme et dans ce qu'ils permettent. Les étudiants qui en profitent bénéficient souvent de « capitaux cachés » : un parent qui a fait des études dans son pays d'origine, un membre de la famille qui a déjà un statut social élevé... Il y a aussi des effets de captation, par exemple des élèves de familles favorisées qui s'inscrivent dans des lycées engagés dans la convention ZEP de Sciences po. L'expérience montre qu'ils réussissent fort bien une fois pris. Mais sans ces dispositifs, ils n'auraient pas pu entrer dans ces écoles, et c'est donc cela qui est problématique. Leur réussite devrait conduire à réformer les modalités du recrutement principal, et non à pérenniser les voies dérogatoires. L'ensemble de ces écoles se privent d'une véritable richesse en ne permettant pas aux jeunes de banlieue d'y suivre leur scolarité. Les limites de ces dispositifs sont donc qu'ils concernent un très petit nombre d'individus, qu'ils fonctionnent comme un alibi, sans remettre en cause l'ensemble du système. De plus, les élèves « de banlieue » sont souvent recrutés sur leurs qualités supposées de « jeune de banlieue », considérées a priori comme différentes de celles des autres élèves. C'est une façon d'escamoter le questionnement sur la pédagogie et le recrutement.

**Vous dites qu'il faut au contraire développer «une politique de la considération».**

**Qu'entendez-vous par là ?**

Il s'agit pour moi de déconstruire de façon systématique les implicites. On dit par exemple à ces jeunes, ou on leur fait comprendre, qu'ils doivent tourner le dos à leurs origines s'ils veulent vraiment réussir. C'est aussi cruel que faux. Personne ne peut vivre en se coupant soudainement de ses racines. C'est même une aberration : la condition de la réussite est au contraire de parvenir à gérer le «cheval à bascule», c'est-à-dire le va-et-vient entre leur milieu d'origine et leur nouvelle vie, en sachant conjuguer coupure et continuité, singularité et reconnaissance. Être un banlieusard, c'est aussi souvent se penser comme un être solidaire et respectueux. «La banlieue» est par exemple vécue comme une zone de protection, de résistance symbolique fantasmée à ce que MW appelait les «eaux glacées du calcul égoïste» (Max Weber) pour ceux qui font des études de type business school – ce qui en dit long sur les mécanismes de compensation nécessaire pour se projeter dans les études.

Pour Sara, qui est entrée à Sciences po, le défi est de devenir une parisienne sachant faire la banlieusarde et une banlieusarde sachant faire la parisienne, de passer d'un monde à l'autre sans avoir à taire à chaque fois sa double identité.

Le principe de reconnaissance est capital : pour avoir l'énergie de poursuivre, il faut que la réussite scolaire en cours soit reconnue par le milieu d'origine. Il faut aussi que l'on soit considéré comme un individu singulier, unique, et non comme le «type» jeune de banlieue. Bien souvent, ils sont renvoyés à ce qu'ils essaient de ne plus être, et c'est très douloureux. C'est difficile quand on se construit comme adolescent d'être assigné à un rôle stéréotypé. De plus, une des conditions de la réussite est la constitution d'un collectif d'alliés. Quand on part de plus loin, on ne réussit pas seul.

**Quel rôle joue la religion dans leur poursuite d'études ?**

Même s'il y a une recrudescence du religieux, il faut quand même redire que tous les jeunes de banlieue ne sont pas musulmans. Ce retour du religieux peut aussi se lire comme un échec de la sortie

## TÉMOIGNAGES

Youssef : «J'ai sifflé, comme tout le monde, obligé ! On faisait tous la même chose, on se sentait fort. Je n'ai jamais imaginé une seule seconde que ça puisse choquer et que les gens puissent penser qu'on était contre l'équipe de France. C'était comme un jeu, on rigolait. (...) Nous, on est français, mais pas français-français.» p. 27

«Radouane devient un ascète. Il modifie son régime alimentaire, mange «sainement, comme les bourgeois». Il se «prépare des petites salades», ne mange plus le couscous de sa mère que lors d'occasions festives. Il se fait à manger seul le soir, marquant progressivement son territoire dans le frigo familial. Il associe «le gras» aux «prolétaires» (...) La religion joue un rôle central dans cette transformation. Être un bon musulman, c'est être respectueux du travail et de l'école, afficher un désir de mobilité sociale, donner des signes de confiance à ses alliés (ponctualité, respect de la parole donnée).» p. 93

Aysha : «Quand ils ont su que j'étais de là-bas, ils voulaient que je leur arrange des trucs. Quand on sortait, au début, on me demandait : «tu as de la blanche?», et moi je disais non, je ne comprenais pas, je suis noire ! (...) J'ai jamais autant parlé de ces trucs de trafic, parce que comme c'est eux qui achètent, on en parle ! Pourquoi on nous stigmatise nous alors que c'est eux les consommateurs?» p. 132

Sara : «Je ne connaissais pas du tout la Turquie. Mais ce qui m'attire à Istanbul, c'est le mariage entre l'Orient et l'Occident. J'ai l'impression que tous les points positifs de l'Orient et l'Occident se rejoignent. L'hospitalité. L'ouverture d'esprit. La sécurité. Le mode de vie. Je me sens tellement bien là-bas.» p. 146

Ryan : «Comment vous dire ? Banlieusard, c'est entre l'Arabe et le Français. En gros, je ne me reconnais pas dans les personnes que je côtoie, un peu bourgeoises, les parisiens en fait. (...) En province, je me sens comme eux. Un banlieusard et un provincial, ça se ressemble plus.» p. 150

Irfan : «Je ne suis plus un mec de cité. Un mec de cité, c'est quand tu entres dans ton délire et que tu ne peux plus en sortir.» p. 186

Extraits de *Jeunesses françaises. Bac +5 made in banlieues*, La Découverte, 2015